



**Arrêté préfectoral n° 2024-1774 du 17 octobre 2024**

portant mise en demeure de régularisation

à l'encontre de la société IZT SARL située sur le territoire de la commune de Saint-Amand-Montrond,  
installation de fonderie et de traitements de surface

Le préfet du Cher,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;

**Vu** le décret du 20 avril 2023 du Président de la République portant nomination de madame Camille de WITASSE THEZY, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

**Vu** l'article 4. III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 qui stipule que : « *L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé* » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006.1.098 délivré le 18 juin 2006 à la société IZT SARL pour l'exploitation d'une fonderie sur le territoire de la commune de Saint-Amand-Montrond à l'adresse suivante 3 rue Sarrault ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-0601 du 13 mai 2024 accordant délégation de signature à Mme Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture, sous-préfète chargée de l'arrondissement de Bourges ;

**Vu** le courrier en date du 10 juin 2024 et notifié le 11 juin 2024, informant l'exploitant de la non-transmission desdits résultats constatée à la date du 13 mai 2024 et des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier reçu en préfecture en date du 20 juin 2024 par lequel il s'engage à réaliser les prélèvements au 31 juillet 2024 mais sans fournir de justificatifs tangibles ;

**Vu** l'absence de transmission au préfet de justificatifs permettant d'attester de la réalisation du 1<sup>er</sup> prélèvement au 31 juillet 2024 et leur restitution dans GIDAF suite au courrier du 17 juillet 2024 ;

**Vu** le courrier en date du 9 septembre 2024 et notifié le 11 septembre 2024, informant l'exploitant de la non-transmission desdits résultats et des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** les observations formulées en date du 12 septembre 2024 réceptionnées le 17 septembre 2024 en préfecture du Cher ;

**Considérant** que la société IZT SARL exploite une installation relevant de la rubrique n°3260 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**Considérant** qu'à la date du 13 mai 2024 il a été constaté l'absence de saisie des résultats des campagnes de mesures susmentionnées via l'outil GIDAF ;

**Considérant** qu'à la date du 31 juillet 2024, l'exploitant n'a pas réalisé le 1<sup>er</sup> prélèvement ni transmis les résultats des prélèvements dans l'outil GIDAF en réponse au courrier préfectoral du 17 juillet 2024 ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IZT SARL de respecter les prescriptions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société IZT SARL exploitant une installation de fonderie et de traitement de surface au 3 rue Sarrault sur la commune de Saint-Amand-Montrond est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, en transmettant, via l'outil dématérialisé GIDAF, les résultats des campagnes de mesures requises par ledit arrêté selon le calendrier suivant :

- pour les premières mesures réalisées sur les deux points de rejets d'eaux pluviales : **au plus tard le 31 octobre 2024,**
- pour les deuxièmes mesures réalisées sur les deux points de rejets d'eaux pluviales : **au plus tard le 30 novembre 2024,**
- pour les troisièmes mesures réalisées sur les deux points de rejets d'eaux pluviales : **au plus tard le 31 décembre 2024.**

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet des services de l'État dans le département du Cher pour une durée de 5 ans.

### **Article 3**

Conformément à l'article L. 171-11, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1 :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté,

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

#### **Article 4**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 5**

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de la commune de Saint-Amand-Montrond, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Camille de WITASSE THÉZY